unicef

Bureau international du Travail

La protection des droits des enfants contre la violence et l'exploitation et en particulier les pires formes de travail des enfants est intensifiée à Nosy-Be et à Mangily Toliara dans le cadre du projet financé par l'UNICEF et mis en œuvre par Bureau international du Travail (BIT).

ANTANANARIVO, 31 août 2016. Une cinquantaine d'acteurs représentants des autorités administratives, de la société civile et des centres de formations venus de Nosy Be, de Tuléar et de Mangily se sont réunis ce jour à Antananarivo pour partager leurs expériences acquises dans le cadre du projet conjoint UNICEF-BIT de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (ESEC) dans les régions de Diana et Atsimo Andrefana.

Cet atelier vient clore la deuxième et dernière phase d'un projet qui, depuis 2014, a appuyé 350 enfants victimes et à risques d'exploitation sexuelle ainsi que leurs familles dans le cadre de leur réinsertion sociale et économique.

Vue sur quelques participants à l'atelier de clôture

Cette seconde phase a permis de retirer 100 enfants victimes de l'ESEC, et d'en assurer la réinsertion professionnelle par le biais de formations professionnalisantes dans le secteur de l'hôtellerie, complétées par des formations en auto-entrepreneuriat et des stages au sein de structures hôtelières partenaires engagées dans la lutte contre l'ESEC.

Lors de cet atelier les participants ont souligné l'amélioration du mécanisme de prise en charge et notamment de l'approche associant formation et stage ayant déjà permis à 25 apprenants de trouver un emploi. L'amélioration dans les localités du système de coordination entre les acteurs de la protection et la mise en place des cellules de veille pour le suivi des enfants ont aussi été citées comme des pratiques facilitant la pérennisation des interventions.

VIDEO D'ELKE WISCH ICI

«Le retrait et la réintégration socioéconomique des enfants victimes de l'ESEC demeurent des défis majeurs. Ils nécessitent l'implication et la coordination d'un très grand nombre d'acteurs. La situation reste grave et nous nous devons d'aller encore plus loin. La fin de ce projet ne signifie donc pas la fin de notre appui et l'UNICEF et le BIT prévoient dès à présent d'offrir des opportunités similaires a d'autres jeunes filles et garçons dans plusieurs régions de Madagascar» , a soulign e Elke Wisch, Représentante de l'UNICEF qui a parlé aux noms de son agence et du BIT.

Beaucoup reste encore à faire en effet. Le BIT estime que près de 2 millions d'enfants de 5 à 17 ans sont économiquement actifs, dont 82% dans le cadre des travaux dangereux tels que l'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

Face à ce défi, le BIT et l'UNICEF ont rappelé leur engagement dans la lutte contre les violences à l'égard des enfants en ce inclus le travail et ont appelé les acteurs présents à redoubler leurs efforts pour étendre leurs interventions aux autres enfants victimes des mêmes fléaux./.